

# LIBRES D'ÊTRE EN LIGNE ?

Les expériences des filles et des jeunes femmes en matière de harcèlement en ligne

SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE

Cette année, le rapport annuel de Plan International, intitulé **La situation des filles dans le monde**, s'appuie sur des études qui ont été menées dans 31 pays auprès de plus de 14 000 filles et jeunes femmes, en vue de connaître et de comprendre leurs expériences du harcèlement et des abus sur les plateformes des médias sociaux.



Plus de la moitié des filles interrogées du monde entier ont été victimes de harcèlement et d'abus en ligne.

En conséquence, une victime d'abus en ligne sur 4 se sent physiquement en danger.



Les abus en ligne réduisent les voix des filles au silence.

« Les médias sociaux peuvent être des plateformes très utiles, par exemple, pour s'exprimer et partager des informations... mais ils peuvent aussi devenir des espaces épouvantables où, je ne sais pas, des gens fous profitent de leur anonymat pour critiquer et tenir des propos haineux... Alors c'est très difficile, car les gens peuvent faire des choses terribles tout en gardant l'anonymat ».

Jeune femme de 22 ans, au Chili

Les auteurs qui les menacent de viol et de violence physique, utilisent un langage grossier et sexiste, publient des photos retouchées et leur envoient des photos pornographiques parviennent à conserver leur anonymat et restent impunis. Les filles ont souvent peur, censurent leurs propres publications et doivent trouver le moyen de se protéger par elles-mêmes.

« Et dans les pires situations, je me suis sentie vraiment vulnérable, parce que je n'arrive pas à comprendre comment ce type en particulier a pu trouver autant de détails sur ma vie, et j'ai eu peur qu'il trouve mon adresse et vienne chez moi ».

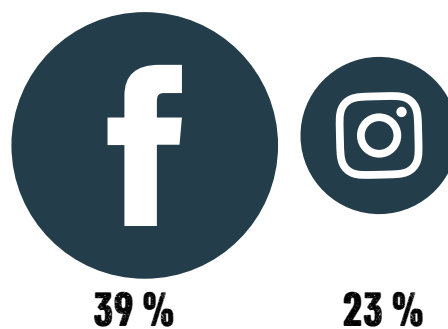
Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis

## LIBRES DE SURFER EN LIGNE ? CE QUE DISENT LES FILLES

Les filles sont ciblées en ligne simplement parce qu'elles sont jeunes et de sexe féminin et, si elles sont engagées politiquement, handicapées ou noires, ou encore si elles s'identifient en tant que personnes LGBTIQ+, c'est encore pire. Les actes de harcèlement en ligne se présentent sous diverses formes, notamment en rabaissant une personne pour ses opinions, en proférant des menaces de violences ou en inondant un compte d'images pornographiques. Tout comme le harcèlement dans la rue, ces actes sont incessants, ils ont souvent des répercussions négatives sur le plan psychologique et peuvent déboucher sur des blessures physiques.

- 58 % des filles interrogées ont subi des actes de harcèlement en ligne.
- 24 %, environ une fille sur quatre, qui ont subi des actes de harcèlement, se sentent en danger physiquement, 42 % perdent leur estime de soi ou leur confiance en soi, 42 % se sentent stressées mentalement ou émotionnellement et 18 % ont des difficultés à l'école.
- 50 % des filles ont indiqué avoir subi davantage d'actes de harcèlement en ligne que dans la rue.
- 37 % des filles qui se sont identifiées comme appartenant à une minorité ethnique et qui ont subi des actes de harcèlement, ont déclaré qu'elles se faisaient harceler pour cette raison.
- 42 % des filles qui se sont identifiées comme des personnes LGBTIQ+ et qui ont subi des actes de harcèlement, ont déclaré qu'elles se faisaient harceler pour cette raison.
- La plateforme sur laquelle la plupart d'entre elles ont subi ces actes était Facebook (39 %), suivie d'Instagram (23 %).
- Le harcèlement en ligne chez les filles commence dès l'âge de 8 ans, et la majorité des filles qui se sont fait harceler la première fois avaient entre 14 et 16 ans.

**19 % des filles qui ont subi des actes de harcèlement très fréquemment ont déclaré qu'elles utilisaient moins la plateforme de médias sociaux concernée et 12 % ont indiqué qu'elles avaient complètement arrêté de l'utiliser.**



Pourcentage de filles qui ont signalé des actes de harcèlement sur ces plateformes

« Mes amies qui ont été harcelées en ligne sont moins actives sur les plateformes de médias sociaux ».

Fille de 17 ans, aux Philippines

« Je suis souvent confrontée à des actes de harcèlement en ligne ou en public et je me sens vulnérable à cause de ça, car à chaque fois, quoi que je fasse sur les médias sociaux, les gens n'arrêtent pas de faire des commentaires... J'ai l'impression de ne pas pouvoir m'exprimer librement ».

Jeune femme de 19 ans, en Indonésie

Le harcèlement en ligne prive les filles et les jeunes femmes de leur droit à l'information et à l'éducation ainsi que de la capacité de s'exprimer librement ou de participer à des mouvements militants. Et à cela s'ajoute aujourd'hui la crise du Covid-19, qui ne fait qu'accroître le trafic en ligne.

« Cela dit, en ce qui concerne le harcèlement en ligne, le phénomène dans son ensemble ne fait que s'empirer, et il est difficile de le contrôler, c'est dur à supporter. Une fois qu'il se propage, il est omniprésent, et tout le monde peut le voir et, vous savez, ils peuvent peut-être en rire, ils finissent par vous scruter... Je pense que, psychologiquement, émotionnellement, c'est vraiment affligeant, et l'impact est plus déstabilisant que dans la vie réelle ».

Jeune femme de 21 ans, au Myanmar

Il est très clair qu'actuellement, très peu est fait pour protéger les filles et les jeunes femmes en ligne. Le traitement qu'on leur inflige est inacceptable et effrayant, et il faut que cela cesse. Quelqu'un doit assumer la responsabilité, et la vaste majorité des filles l'imputent aux entreprises des médias sociaux et aux gouvernements.

Dans le cadre de l'enquête, il a été demandé aux 14 000 filles qui – entre la police, les entreprises des médias sociaux, les gouvernements, les autres utilisateurs des médias sociaux ou les organisations de la société civile – devrait faire plus pour lutter contre le harcèlement en ligne. Les entreprises des médias sociaux étaient au sommet de la liste, suivies des gouvernements.

## LA JUSTICE RACIALE EN LIGNE

Dans le rapport, les filles et les jeunes femmes s'expriment au sujet de la multitude de raisons diverses et combinées qui font d'elles des cibles : outre le fait d'être jeunes et de sexe féminin, les jeunes femmes noires sont chosifiées et calomniées pour leur race. Nous sommes solidaires du mouvement Black Lives Matter, des filles et femmes noires manifestantes dans toute leur diversité, et des alliés qui se mobilisent et agissent. La justice raciale est une composante critique et essentielle de la justice pour les filles :

**nous ne pourrons pas réaliser l'égalité pour les filles sans parvenir à l'égalité pour les filles noires.**

## CE QU'IL FAUT FAIRE

Les gouvernements et l'ensemble de la société doivent assurer un suivi rigoureux de ces abus, et les entreprises de médias sociaux doivent tirer parti de leurs compétences technologiques et de leurs ressources financières pour que la liberté des filles et des jeunes femmes en ligne soit au cœur de leurs priorités.

- Mettre en place des mécanismes de signalement efficaces et faciles d'accès, spécifiques aux violences de genre
- Tenir les auteurs responsables de leurs actes
- Recueillir des données désagrégées qui tiennent compte des recoupements d'identités des filles et surveillent l'ampleur et la gravité du problème
- Prendre ce problème au sérieux

### Les entreprises des médias sociaux doivent :

- **Créer** des mécanismes de signalement plus solides, plus efficaces et plus accessibles, qui sont spécifiques aux violences de genre perpétrées en ligne, qui tiennent les auteurs des abus responsables de leurs actes, et qui sont adaptées aux besoins et aux expériences de toutes les filles, en prenant en compte les recoupements d'identités.
- **Collecter et publier** des données désagrégées concernant les violences de genre en ligne qui permettent de faire un suivi de l'échelle et de l'ampleur du problème et fournissent des informations utiles sur la nature des actes de harcèlement et de violence à l'égard des filles et des jeunes femmes dans toute leur diversité.

« Je pense qu'il faut investir davantage... Parce que l'entreprise n'investit pas suffisamment dans ces questions, et je pense qu'elle devrait investir plus d'argent dans du personnel chargé de contrôler activement les commentaires ».

Fille de 17 ans, au Canada

### Les gouvernements nationaux doivent :

- **S'assurer** que leurs politiques sur l'accès à l'Internet sont inclusives et qu'elles instaurent effectivement l'égalité de genre dans l'accès aux espaces en ligne. Cela consisterait notamment à encourager les opérateurs de réseaux mobiles à accroître la connectivité et l'accès à l'Internet mobile.
- **Actualiser** et réformer les cadres législatifs pour le traitement des actes de harcèlement et de violence en ligne à l'encontre de toutes les filles et les jeunes femmes, en accordant une attention particulière à certaines caractéristiques multidimensionnelles spécifiques telles que la race, l'âge, le handicap, l'appartenance ethnique et le statut LGBTIQ+.
- **Adopter** des lois contre la violence à l'égard de femmes et des filles qui responsabilisent les plateformes de médias sociaux et d'autres plateformes en ligne tierces.
- **Faciliter** la mise en œuvre effective, par tous les départements gouvernementaux compétents – dont la police, le système judiciaire et les parquets –, de lois et politiques portant sur les actes de harcèlement et de violence en ligne à l'encontre de toutes les femmes et les filles.

### L'ensemble des communautés, des familles, de la société civile, des organisations professionnelles ainsi que d'autres parties prenantes doivent prendre ce problème très au sérieux :

- Les **communautés et les familles** doivent prendre les mesures nécessaires pour dialoguer avec les filles afin que celles-ci puissent parler librement du harcèlement en ligne et qu'elles se sentent appuyées.
- La **société civile** doit élaborer et mener des initiatives d'éducation et de sensibilisation à la citoyenneté numérique sur les opportunités et les risques liés à l'Internet, en se focalisant sur les abus en ligne.
- **Tous les membres de la société** doivent reconnaître le préjudice porté aux femmes et aux filles par les actes de harcèlement et de violence en ligne, et devenir des citoyens actifs qui dénoncent les abus et se font l'écho de la voix des filles.

« Et qui devrait le faire ? Tout le monde, je pense. À commencer par chacun et chacune d'entre nous, puis ceux qui utilisent les médias sociaux et les médias sociaux eux-mêmes ».

Jeune femme de 19 ans, en Indonésie